

ÉDITORIAL

Les espaces d'apprentissage et de formation des jeunesses en migration

LYDIE DÉAUX, DOCTORANTE EN SOCIOLOGIE

BENJAMIN NAINTRÉ, DOCTORANT EN SOCIOLOGIE

UNIVERSITÉ DE POITIERS (UMR 7301 MIGRINTER)

Depuis une vingtaine d'années, la question de la jeunesse en migration est devenue progressivement une problématique à part entière. Les politiques migratoires et le débat qu'elles soulèvent orientent les enjeux vers de nouvelles questions relatives à l'âge, à la vulnérabilité et donc à une réponse et des pratiques institutionnelles adaptées (D'Halluin, 2016 ; Bhabha et al., 2018). Considérant cet état des mobilités contemporaines, certains paradigmes des études sur ce phénomène planétaire sont à repenser. À titre d'exemple, l'entrepreneur migrant (Hily, Ma Mung, 2002 ; Tarrus, 2002) ne serait plus le seul protagoniste de ces dynamiques. Les figures des migrations se diversifient en parallèle à une complexification des parcours et des projets migratoires. Les études féministes (Pratt, Yeoh, 2003 ; Morokvasic, 2010 ; Miranda, 2009 ; Schmoll, 2017) avaient déjà participé à la déconstruction de la vision androcentrée des recherches menées dans le champ des migrations. Il nous appartient désormais de mettre en critique la perspective adulte-centrée qui tend trop souvent à dominer nos réflexions académiques et à occulter une réalité des migrations actuelles : celle d'une jeunesse en mouvement, seule ou en famille.

Nécessairement, les questions relatives à la scolarisation de ces jeunes migrants se posent. Dernièrement, le programme de recherche EVASCOL¹ a étudié la question de l'accès à l'école et du rapport à l'institution scolaire des enfants allophones nouvellement arrivés et de leurs parents. Les derniers numéros de la Revue européenne des Migrations Internationales (REMI) (2018) et de Migrations et Sociétés (2019) ont participé à la diffusion des connaissances produites sur cette thématique. Enfin, l'ouvrage *Les enfants migrants à l'école*, sous la direction de Maïtena Armagnague et al. (2021) finit d'ouvrir les enjeux que pose la question de la scolarisation des enfants

migrants au grand public et aux professionnels sociaux et éducatifs.

En outre, et ce depuis plusieurs années, la catégorie des mineurs non-accompagnés (MNA) a été largement médiatisée. Les débats qui s'en sont suivis, notamment sur le plan juridique du fait du non-respect de leurs droits, ont appelé les chercheurs et chercheuses à y participer et à apporter des éléments de réponses² (Senovilla-Hernández, 2014).

La revue *Jeunes Mineurs en Mobilité* (JMM), au regard des thématiques au cœur de sa ligne éditoriale, souhaite contribuer à cet élan tout en travaillant à de nouvelles pistes de réflexion. C'est pourquoi ce numéro ouvre la discussion sur les espaces pluriels d'apprentissages et de formations des jeunes en migration, qu'ils soient dans une situation isolée ou vivant avec leurs parents, scolarisés ou non au pays, vivant à la rue ou protégés institutionnellement. Ainsi, ce numéro propose une approche transversale des multiples cas de figure qui composent ce vaste champ d'étude que représente la jeunesse en migration : les mineurs non-accompagnés, les enfants allophones arrivants avec leurs familles et tous ces jeunes majeurs qui viennent bousculer cette relation symbiotique de l'âge, du statut administratif et du parcours d'insertion.

Ces situations diverses nous invitent également à questionner ce qu'on entend par "apprentissage" et "formation" en déplaçant le regard sur les espaces "hors-cadre" ainsi qu'en avançant l'idée que l'institution scolaire est amenée à interagir, parfois malgré elle, avec d'autres espaces, temps et instances de socialisation privilégiés par les enfants et leurs familles.

Quelle que soit la situation familiale et administrative de ces enfants et jeunes majeurs, l'accès à l'école est souvent considéré comme le premier pallier de leur parcours d'insertion dans le pays d'arrivée. Ce qui va de soi à l'échelle constitutionnelle, l'est moins quand ces principes se frottent, à une échelle plus locale, à la réalité des pratiques institutionnelles et des situations socio-administratives. À ce titre, dans son travail de plaidoyer, Le collectif #Ecolepourtous³ dénombre 100 000 enfants exclus de l'école en France. Les débats que cette situation suscite tendent à masquer la parole de ces enfants à la scolarité encore balbutiante. Pourtant, leurs expériences et aspirations méritent d'être entendues pour ajuster au mieux les politiques publiques et les pratiques institutionnelles aux impératifs d'accès et de maintien à l'école.

¹ Évaluation de la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés (EANA) et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs (EFIV).

² Voir aussi : « Mineur isolés étrangers : une nouvelle figure de l'altérité ? », *Migrations Société*, 2010, vol. 3-4 (n°129-130).

³ URL: <https://ecolepourtous.org>

Guillaume Coron, cadre socio-éducatif, ouvre le dossier en proposant une réflexion sur les intérêts et les limites du dispositif de "scolarisation de première intention" : comment œuvrer à ce que l'École considère plus attentivement leurs expériences, besoins et attentes ? De cette question qui guide son article, Guillaume Coron dégage des perspectives prometteuses en donnant la parole aux mineurs non-accompagnés rencontrés dans un établissement d'accueil d'urgence. Ainsi, au travers de ces nombreux témoignages recueillis dans le cadre d'un focus-groupe, il nous offre une lecture critique du dispositif de scolarisation de première intention, dans les avancées qu'il permet comme dans ses insuffisances. Son travail s'appuie également sur des retours d'expériences associatives menées auprès des composantes les plus désocialisées des MNA. Dans ce contexte, la scolarisation de première intention pourrait être une bonne initiative ... encore faudrait-il y mettre l'énergie et la volonté nécessaires afin d'en faire un "espace relationnel ouvert" et rapprocher, comme le souligne l'auteur, Leur École de la Nôtre.

Virginie Baby-Collin, Cécile Exbrayat et Luna Russo (respectivement professeure de Géographie à l'Université d'Aix-Marseille, professeure de Français Langue Seconde (FLS)/coordinatrice UPE2A à Marseille, et diplômée en Master Migrations Internationales à l'Université de Poitiers) poursuivent la réflexion en l'ouvrant à un autre dispositif : celui de l'Unité Pédagogique pour Élèves Allophones Arrivants (UPE2A). À partir d'une enquête menée entre 2018 et 2020 dans une classe UPE2A d'un lycée général marseillais, les autrices ont porté leur attention sur le parcours de quatre jeunes adolescentes, élèves allophones nouvellement arrivées (EANA). Au croisement d'un ensemble de biais et d'injonctions familiales, scolaires et migratoires, le deuxième article de notre dossier met en lumière les ressorts et les acteurs autour desquels se façonnent le parcours scolaire et l'avenir professionnel de ces jeunes filles. Supposément moins prise avec les inégalités sociales présentes à l'école, leur parcours scolaire n'en reste pas moins ponctué de multiples contraintes et variations. Un ensemble de facteurs viennent ainsi bousculer les possibilités et la stabilité qu'offrent ce dispositif, amenant leur professeure à occuper un rôle clé dans leurs orientations et leur parcours d'insertion.

Le rôle important joué par la professeure d'UPE2A dans le parcours des quatre adolescentes rassure autant qu'il met en exergue certains dysfonctionnements : ce parcours scolaire dépendrait donc moins des règles et procédures qui cadrent ces dispositifs d'accès et de maintien à l'école, que des pratiques professionnelles et

sensibilités des acteurs qui animent ces dispositifs, dans ou en dehors de l'école. Cette hypothèse nous fait faire un pas de côté en nous dégageant de la centralité occupée par l'institution scolaire dans notre réflexion. Finalement, le parcours scolaire des jeunes migrants commence bien avant d'avoir franchi les portes de l'école et connaît d'autres espaces que la salle de classe, mais aussi d'autres acteurs que les personnes enseignantes. C'est ce que tendent à démontrer les deux articles suivants.

La troisième contribution à notre dossier nous vient de Yahya Al-Abdullah, doctorant en anthropologie à l'EHESS de Paris. A partir d'un travail ethnographique mené en région parisienne à Saint-Denis, auprès de familles issues de la minorité ethnique *Domari* de Syrie et vivant en squat depuis plusieurs années, ce troisième article met la focale sur les obstacles à la scolarisation des enfants de ces familles, tant sur le plan des perspectives suivies par ces dernières que sur le plan des pratiques administratives des pouvoirs publics. Avec en toile de fond la crise sanitaire du Covid-19 et le premier confinement de mars 2020, Yahya Al-Abdullah propose une réflexion sur son engagement - au croisement de la production scientifique et du militantisme - qu'il mène au sein des deux associations locales où il a effectué son travail de terrain.

L'article de Yahya Al-Abdullah est complété par une bande dessinée réalisée par Vincent Croguennec, illustrateur plasticien à Saint-Denis et membre actif du comité de soutien aux familles *Domari* expulsées d'un immeuble inhabité qu'elles occupaient sous la coupe d'un marchand de sommeil. La bande-dessinée (qui faisait office de tract distribué à Saint-Denis) relate le parcours de Nour, une petite fille de neuf ans qui s'apprêtait à faire sa première rentrée à l'école, quelques jours après l'évacuation de l'immeuble squatté. Face à cette situation de rue, un campement d'urgence a été installé dans un parc à proximité, à l'initiative des familles et du comité de soutien dont faisaient partie nos deux contributeurs.

Ainsi, en quoi la scolarisation de ces enfants dépend-t-elle en partie de la mobilisation d'acteurs de la société civile ? Quelle place et quelle voix pour le chercheur pris dans des situations où se mêlent l'injustice, le non-droit et les discriminations ? Ces questions se posent au sujet de la scolarisation mais aussi du maintien de ces enfants en milieu scolaire. Les parcours migratoires de ces jeunes sont souvent marqués par le vécu d'événements violents, traumatiques, que leurs interactions avec les institutions françaises, (en premier lieu, l'Éducation nationale), tendent à accentuer.

La dimension interculturelle se place au premier plan de la contribution de Gesine Sturm, maîtresse de conférence en psychologie interculturelle de l'Université de Toulouse Jean Jaurès, accompagnée de cinq autres auteurs et autrices de cette même spécialité : Yağmur Gökdoğan, Julia de Freitas Girardi, Juliette Adjinacou Ménil, Laeticia Cathary et Filipe Soto Galindo. Les six contributeurs et contributrices de cet article ont suivi la mise en œuvre d'ateliers théâtraux au sein d'un dispositif accueillant des jeunes migrants dans deux collèges de la région toulousaine. Les observations réalisées réinterrogent la place et le rôle de la recherche-action dans les espaces et temps "à-côté" de l'école, propices à l'expérimentation d'outils et de méthodes alternatives - ici, la médiation théâtrale - et participant au processus de "résilience" de ces enfants dont les premiers temps à l'école ne se vivent pas toujours simplement.

Lorsque l'on s'intéresse à la situation des MNA protégés institutionnellement, l'accès à une scolarisation présente un enjeu supplémentaire dans la mesure où celle-ci serait au centre de stratégie d'insertion sociale et d'obtention d'une situation administrative régulière. Pour ces jeunes, s'assurer d'une employabilité rapide et effective sur le marché du travail une fois majeurs est un impératif. Sous protection jusqu'à leur 18 ans, les professionnels socio-éducatifs accompagnent ces jeunes en vue de leur donner les clés d'une autonomisation qui passe en partie par une indépendance financière à la sortie du dispositif.

Ainsi, le choix des orientations scolaires des jeunes migrants se porte bien souvent sur des formations courtes et professionnalisantes. Lisa Carayon, Julie Mattuissi et Arthur Vuattoux nous montrent tout au long de leur article qu'aucune place n'est laissée au hasard quant à ce choix de formation. À partir d'une enquête qualitative réalisée au sein de deux départements français, les autrices et auteur détaillent les pratiques d'accompagnement à la professionnalisation déployées par les institutionnels en charge de la protection des MNA. Sont ainsi mis en lumière les multiples obstacles et obligations qui jouent sur l'orientation de cette jeunesse vers certaines niches professionnelles sous tension.

Finalement, c'est au travers des enjeux et objectifs d'insertion socio-professionnelle que Sofia Laiz Moreira nous présente le travail de représentants de l'autorité régionale de Galice, en Espagne, qui œuvrent à orienter, insérer et professionnaliser des MNA récemment majeurs au travers du programme Mentor. Non sans tension entre les politiques de protection de l'enfance et celles responsables de l'immigration, le dispositif Mentor est perçu par les jeunes migrants

bénéficiaires comme un véritable tremplin vers la professionnalisation et l'autonomisation.

En ce qui concerne la rubrique "Paroles de Jeunes" ce numéro donne la parole à Catalin, un jeune âgé de 20 ans, d'origine roumaine et issu de la minorité rom. Il revient sur son parcours résidentiel en France, du bidonville au logement social, ainsi que sur son parcours scolaire et sa formation professionnelle. Habitant à Saint-Denis depuis qu'il est enfant, Catalin éprouve l'ambivalence de sa position aux marges du formel, tout au long du parcours d'insertion de sa famille. Ainsi finit-il par mettre en parallèle ce qu'il appelle "l'École de la République" et "l'École de la vie".

Enfin, la rubrique "Lu, vu, entendu" présente d'abord l'ouvrage "D'une rive à l'autre" avec de nombreux témoignages de jeunes migrants et personnes hébergeuses, livre publié par l'association CAJMA 22 et dont les bénéficiaires sont directement réinvestis dans le travail d'accueil solidaire promu par cette association. Nous revenons ensuite sur le court-métrage "Shakira", fiction réalisée en 2019 par Noémie Merlant qui offre aux spectateurs un aperçu du quotidien d'une jeune Rom résidant en bidonville. Finalement, nous présentons la chanson "Migration Positive" réalisée par un groupe de jeunes migrants de la ville de Poitiers qui ont constitué le collectif "Young revolution - Alpha records" et qui planifient le prochain lancement d'un studio de musique ouvert à toute personne migrante ou non souhaitant partager ses compétences musicales dans le cadre de ce projet.

Quel que soit l'état de leur statut (MNA, EANA, jeunes majeur.es, etc.), l'incidence de la migration sur leurs trajectoires - sociale, scolaire, biographique - est le facteur commun de cette jeunesse migrante. De l'idée d'une jeunesse qui serait tout de même "ordinaire" car aspirant principalement à suivre une scolarité, la multiplicité des conséquences de la migration la place parfois dans des situations "extra" ordinaires au regard des réalités vécues lors des socialisations "classiques" juvéniles. De façon générale, la primauté du statut administratif et l'aspiration à une situation socio-économique relativement stable rendent impératifs l'accès à l'école mais aussi l'acquisition de diplômes, surtout pour les fractions les plus précaires de cette jeunesse en migration. Ainsi, l'on constate que le parcours scolaire n'est jamais vraiment déconnecté des problématiques liées à l'âge et à la position sociale, elles-mêmes inhérentes aux enjeux de régularisation et d'insertion.

RÉFÉRENCES

ARMAGNAGUE-ROUCHER, M. et al. (2018), Rapport de recherche EVASCOL. Étude sur la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés (EANA) et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs (EFIV). Défenseur des Droits, INSHEA - Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés, 425 p.

ARMAGNAGUE-ROUCHER, M. et al. (2018), « École et migration », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, éd. Université de Poitiers, vol. 34, n°4.

ARMAGNAGUE-ROUCHER, M. et al. (2019), «La scolarisation des élèves migrants en France», *Migration et Société*, éd. Centre d'information et d'études sur les migrations internationales, vol.2, n°176.

ARMAGNAGUE-ROUCHER, M. et al. (2021), *Les enfants migrants à l'école*, Ed. Le bord de l'eau, coll. Clair & Net, 195 p.

BHABHA, J., SENOVILLA HERNÁNDEZ, D., Kanics Jyothi (2018), *Research Handbook on Child Migration*, Edward Elgar Publishing, 552 p.

D'HALLUIN, E. (2016), « Le nouveau paradigme des "populations vulnérables" dans les politiques européennes d'asile », *Savoir/Agir*, 36, pp.21-26.

HILY, M.-A. et MA MUNG, E. (2002), « Catégories et lieux des circulations migratoires », *Cahiers de Recherches de la MIRE*. Éd. La Documentation Française, n°16, pp. 33-39.

MIRANDA, A. (2010), « Les multiples situations migratoires féminines dans la méditerranée », *NAQD. SARL NAQD*, vol. 1, n° 28, pp. 21-34.

MOROKVASIC, M. (2010) « Des femmes au genre en migrations ». *NAQ,D. Éd. SARL NAQD*, vol. 1, n°28, pp. 35-54.

PRATT, G., YEOH, B. (2003), «Transnational (counter) topographies», *Gender, Place and Culture, a Journal of Feminist Geography*. Carfax Publishing, vol. 10, n°2, pp. 159-166.

SCHMOLL, C., BERNARDIE-TAHIR, N. (2018) *Méditerranée. Des frontières à la dérive. Le passager clandestin*, Bibliothèque des frontières, 143 p.

SENOVILLA-HERNÁNDEZ, D. (2014), « Analyse d'une catégorie juridique récente : le mineur étranger non accompagné, séparé ou isolé », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 30, n°1, pp. 17-34.

TARRIUS, A. (2002), *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades des économies souterraines*, édition Balland, 169 p.